Canicule
06.2026

Enquête et propositions

pour adapter
les quartiers prioritaires
de la politique de la ville
à Bordeaux Métropole



Carnet de références

09 / 2026

Méthodologie p.5
Références p.7

Initier
Convention citoyenne pour le climat à Lyon p.8
Convention citoyenne dans les QPV de Laval p.9

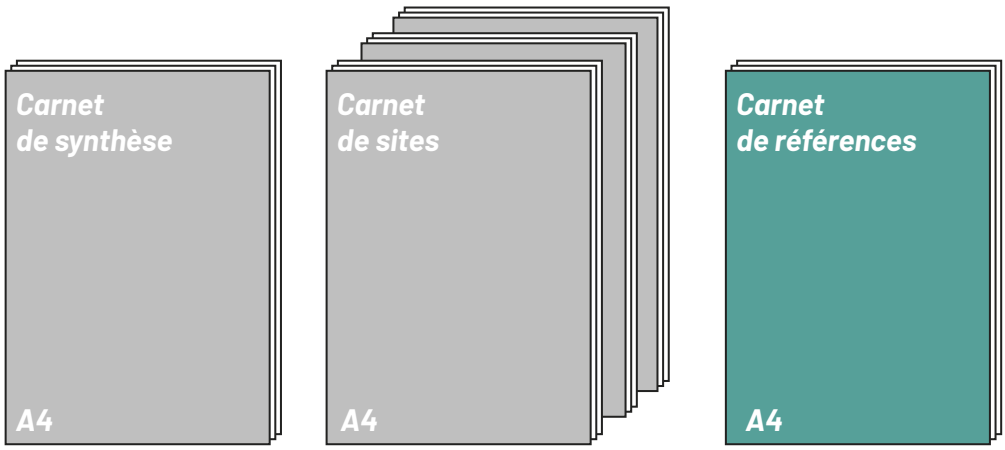
Accompagner
Les actions sociales de Banlieues Climat p.10
L'isolation avec les compagnons bâtisseurs p.11
Quartiers résilients : le cas de Miramas p.12
Le projet TeZeLoMa : cartographies des «bouilloires» p.13

Coordonner
Feuille de route du département de Seine-Saint-Denis p.14
Madrid 360 : feuille de route p.15
La Fabrique prospective de l'ANCT p.16

Cibler
Une cartographie communale de sites à végétaliser p.17
La politique jeunesse de Grenoble p.18
La gestion des eaux pluviales en Normandie p.19
L'urbanisme favorable à la santé à Miramas p.20

Démontrer
Le PCAET de Bordeaux Métropole p.21
La stratégie résilience de Bordeaux métropole p.22
La stratégie nationale de décarbonation p.23

Atouts et limites des références p.24



"Il est rare de vivre un événement universel. Pendant une canicule, on est tous logés à la même enseigne. Un ministre aura chaud. Il aura aussi chaud que vous. Ou que votre voisin du dessus ou du dessous…»

Yann Barthès sur le plateau de Quotidien le 25 juin 2026.

Sommes-nous réellement tous et toutes « logés à la même enseigne » face à la chaleur ? Les épisodes caniculaires affectent-ils l'ensemble de la population avec la même intensité ou existe-t-il des facteurs qui aggravent la vulnérabilité de certains territoires et de leurs habitants ?

Sans réelle surprise, **non, nous ne sommes pas toutes et tous égaux face à la chaleur, certains la vivent, d'autres la subissent et les plus chanceux la fuient, nous ne sommes donc pas toutes et tous « logés à la même enseigne »**. Le niveau d'exposition et les capacités d'adaptation varient selon de nombreux facteurs, tels que le quartier de résidence, les caractéristiques du logement, les ressources économiques ou encore l'état de santé des habitants. Ces inégalités se traduisent par des niveaux de confort thermique très contrastés.

En ce sens, les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concentrent une grande partie de ces facteurs de vulnérabilité, qui en font des territoires particulièrement exposés aux effets des vagues de chaleur. Les ménages qui y résident sont, pour une large part, en situation de précarité. Si près de 70 % des Français sont éligibles au logement social, l'offre étant insuffisante, seuls les ménages les plus modestes y accèdent en réalité. Les habitants des QPV disposent ainsi, en moyenne, de revenus plus faibles que la moyenne nationale, sont majoritairement locataires et disposent ainsi de marges de manœuvre limitées pour adapter leur logement ou faire face à l'augmentation des dépenses énergétiques liées au rafraîchissement de leur logement.

À ces difficultés socio-économiques s'ajoutent les caractéristiques du bâti. Une partie importante du parc de logements sociaux français a été construite rapidement pour répondre aux besoins massifs de l'après-guerre et n'a pas été conçue pour faire face aux épisodes de chaleur extrême, aujourd'hui plus fréquents. L'isolation thermique, les matériaux employés, la faible végétalisation des abords ou encore la forte minéralisation des espaces publics contribuent à accentuer les phénomènes de surchauffe.

C'est au croisement de ces vulnérabilités sociales, économiques et environnementales que s'inscrit cette enquête. Elle s'intéresse à la manière dont les quartiers prioritaires font face aux enjeux croissants liés à la chaleur, ainsi qu'aux réponses mises en œuvre pour renforcer leur capacité d'adaptation.



Afin d'illustrer les différentes actions proposées dans le carnet de synthèse de cette enquête pour mieux adapter le quartiers prioritaires de la politique de la ville aux canicules, le présent carnet de références recense plusieurs actions enagées par des collectivités, des acteurs parapublics, des collectifs, à différentes échelles territoriales. Ces références témoignent toutes d'une prise de conscience croissante de la nécessité d'agir et de la diversité des actions possibles.

Type d'action

INITIER / ACCOMPAGNER / COORDONNER / CIBLER / DÉMONTRER

Localisation : .....
Commanditaire : .....
Livraison : .....

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☐ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : .....
.....
.....
.....
.....

Objectifs : .....
.....
.....
.....
.....
.....

Résultats obtenus : .....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Source : .....

Méthodologie

Afin de faciliter la lecture et la comparaison des références présentées dans ce carnet, une **grille de classification** a été élaborée visant à rendre compte de la diversité des démarches mobilisées pour répondre aux enjeux liés à la chaleur dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Cette classification observe en premier lieu deux grandes catégories de démarches, qui permettent d qualifier le **mode d'impulsion des projets** : top-down et bottom-up.
Les **démarches bottom-up** émanent des habitants, des associations ou d'autres acteurs de terrain. Elles **initient** des actions d'adaptation engageant largement la population des quartiers pour définir des caps d'adaptation partagés ou **accompagnent** des actions d'adaptation déjà engagées en favorisant leur accélération et leur diversification.
À l'inverse, les **démarches top-down** correspondent à des initiatives impulsées par les institutions publiques, les collectivités ou d'autres organisations avant d'être déployées à l'échelle du territoire. Elles **coordonnent** les acteurs pour mieux identifier les leviers d'action et planifier une adaptation collective. Elles **ciblent** également des actions d'adaptation en fonction des spécificités des lieux et des thèmes (santé, social, environnement). Elles **démontrent** enfin dans de grands plans, la nécessité de mettre en synergie des actions et de fédérer les acteurs de l'adaptation pour dessiner des caps de long terme.
Les démarches bottom-up peuvent être reprises ou accompagnées par les acteurs publics dans des démarches top-down.

Pour chaque référence sont précisés les acteurs impliqués et les types d'actions mises en œuvre :

Six catégories d'acteurs ont été identifiées : les chercheurs, les collectivités territoriales, les établissements publics, les bailleurs, les associations et les habitants. Cette classification permet d'identifier les parties prenantes de chaque démarche et de mieux comprendre les complémentarités et les coopérations qu'elles ont impliqué.

Six catégories d'actions ont également été retenues :
- La production de connaissances : études, enquêtes, cartographies,
- La formation : renforcement des compétences des acteurs,
- La gouvernance : mise en place de nouvelles formes de coopération,
- La stratégie : élaboration de documents stratégiques,
- L'expérimentation : solutions innovantes testées,
- L' aménagement : interventions concrètes sur le territoire.

Ces différentes catégories ne sont pas exclusives les unes des autres : une même référence peut mobiliser plusieurs types d'acteurs et combiner plusieurs types d'actions, reflétant ainsi la diversité et la complexité parfois des démarches retenues.





Références

Convention métropolitaine pour le climat

INITIER

Localisation : Métropole de Lyon
Commanditaire : Métropole de Lyon
Livraison : 2025

TYPE D'ACTEURS

- [x] Chercheurs
- [x] Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- [ ] Etablissement public
- [ ] Bailleurs
- [x] Associations
- [x] Habitants

TYPE D'ACTIONS

- [x] Connaissance
- [x] Gouvernance
- [ ] Stratégie
- [ ] Expérimentation
- [ ] Aménagement
- [ ] Formation

Contexte : La Convention citoyenne pour le climat, organisée par la Métropole de Lyon, s'inscrit dans un contexte de réchauffement climatique accéléré dans la métropole lyonnaise, où les projections annoncent jusqu'à 33 jours de canicule par an d'ici 2050. Dès 2023, les fortes chaleurs ont causé près de 800 décès dans la région, révélant des impacts croissants sur la santé et plus largement sur les conditions de vie.

Objectifs : Cette démarche a réuni 105 habitants tirés au sort, représentatifs de la diversité du territoire. Répartis sur cinq sessions de travail rémunérées (150 € par séance), les participants ont échangé avec des experts, élus et acteurs locaux afin de définir des priorités d'adaptation aux fortes chaleurs urbaines.

Résultats obtenus : La convention a abouti à 7 propositions à horizon 2050 mobilisant plusieurs niveaux d'acteurs. Les citoyens et associations seraient impliqués dans le renforcement du lien social et l'accompagnement des personnes vulnérables. La Métropole aurait pour rôle de développer les espaces verts, les lieux frais et d'adapter les équipements publics (parcs, piscines, lieux culturels), notamment par l'allongement des horaires et certaines mesures de gratuité. Les acteurs du logement seraient concernés par la rénovation thermique et l'évolution des normes de construction, tandis que l'État et les employeurs devraient adapter les horaires et conditions de travail en s'inspirant des pays du sud de l'Europe comme l'Espagne.

Source : https://jeparticipe.grandlyon.com/blog/avis-citoyen-de-la-convention-metropolitaine-pour-le-climat



Convention citoyenne dans les QPV de Laval

INITIER

Localisation : Laval
Commanditaire : Ville de Laval
Livraison : 2024

TYPE D'ACTEURS

- [ ] Chercheurs
- [x] Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- [ ] Etablissement public
- [x] Bailleurs
- [x] Associations
- [x] Habitants

TYPE D'ACTIONS

- [x] Connaissance
- [x] Gouvernance
- [ ] Stratégie
- [ ] Expérimentation
- [ ] Aménagement
- [ ] Formation

Contexte : Dans un contexte de fortes inégalités sociales et territoriales dans les quartiers populaires de Laval, la ville a lancé une convention citoyenne réunissant 50 habitants et habitantes tirés au sort, dont une majorité issue des QPV et de nombreux jeunes.

Objectifs : L'objectif était de faire émerger des propositions concrètes pour améliorer le quotidien des habitants des QPV, renforcer la participation citoyenne et favoriser la cohésion sociale. Pendant trois week-ends, les participants ont pu se rencontrer et échanger autour de tables rondes.

Résultats obtenus : Ces dernières ont permis de faire émerger 7 principes développés en 25 propositions, abordant les sujets du lien social, de la végétalisation, de la qualité du cadre de vie ou encore de la sécurité. Le tout retranscrit, dans un manifeste citoyen, ce dernier a pour but de renforcer l'expression des habitants souvent peu entendus et de créer un dialogue entre habitants, associations et institutions. Elle a aussi montré que la participation citoyenne peut devenir un levier d'adaptation urbaine et sociale face aux effets croissants du réchauffement climatique.

Source : https://www.laval.fr/laval-la-ville/participation-citoyenne/convention-citoyenne-par-et-pour-les-quartiers-populaires



Les actions sociales de Banlieues Climat

ACCOMPAGNER

Localisation : Saint-Ouen
Commanditaire : Association Banlieues Climat
Livraison : depuis 2022

TYPE D'ACTEURS

- [x] Chercheurs
- [x] Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- [ ] Etablissement public
- [ ] Bailleurs
- [x] Associations
- [x] Habitants

TYPE D'ACTIONS

- [ ] Connaissance
- [ ] Gouvernance
- [ ] Stratégie
- [ ] Expérimentation
- [ ] Aménagement
- [x] Formation

Contexte : A partir du constat de la croissance des vulnérabilités des QPV, et d'un militantisme écologiste souvent perçu comme élitiste ou déconnecté des réalités, l'association Banlieues Climat a été créée pour donner aux habitants une voix et un pouvoir d'agir directement sur leur environnement.

Objectifs : L'ambition est de démocratiser l'éducation à l'environnement « par et pour les premiers concernés » en formant les jeunes des quartiers prioritaires aux enjeux du réchauffement climatique. À travers notamment, l'ouverture d'une première École populaire du climat à Saint-Ouen, l'association vise ainsi à enseigner les causes des dérèglements (comme les îlots de chaleur urbains) et à transformer la transition écologique en un vivier d'employabilité et de solutions locales concrètes.

Résultats obtenus : L'association a développé une méthode pédagogique intensive (« une journée, une formation, un diplôme ») débouchant sur une certification reconnue par l'Enseignement supérieur. En plus d'une école physique, son modèle a essaimé de manière itinérante dans plus de 20 métropoles françaises. Ce déploiement national a déjà permis de former et sensibiliser plus de 800 jeunes, désormais capables d'initier des actions environnementales ciblées face aux vulnérabilités climatiques au cœur de leurs propres quartiers.

Source : https://banlieues-climat.org/



L'isolation avec les compagnons bâtisseurs

ACCOMPAGNER

Localisation : France, notamment à Bordeaux
Commanditaire : Les compagnons bâtisseurs
Livraison : Depuis 2003 à Bordeaux, depuis 2005 en Nouvelle Aquitaine

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☒ Bailleurs
- ☒ Associations
- ☒ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☐ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☒ Aménagement
- ☒ Formation

Contexte : Dans un contexte d'aggravation des îlots de chaleur urbains et de précarité énergétique, les Compagnons Bâtisseurs développent des actions d'amélioration de l'habitat fondées sur l'auto-réhabilitation accompagnée.

Objectifs : Leurs dispositifs visent à rendre les logements plus confortables, mieux isolés et moins énergivores, notamment face aux épisodes de fortes chaleurs. C'est permettre à des ménages modestes d'accéder à un logement digne, tout en les rendant acteurs de leur rénovation. Les habitants participent ainsi directement aux travaux (isolation, ventilation, aménagements), accompagnés par des professionnels bénévoles. Dans les chantiers des locataires, l'accent est mis sur l'amélioration rapide du confort thermique et la réduction des consommations. Pour les propriétaires occupants, l'association accompagne une rénovation plus importante et la recherche de financements, afin d'adapter durablement le bâti aux contraintes climatiques.

Résultats obtenus : Après travaux il est constaté une amélioration du confort intérieur (été comme hiver), une baisse des factures d'énergie et une meilleure appropriation par les habitants de leur logement.
Ces démarches renforcent aussi le lien social et la capacité d'agir des ménages dans leur environnement urbain. Ainsi, ces initiatives contribuent à la fois à la lutte contre la précarité énergétique et à l'adaptation des villes face à la chaleur croissante.

Source : https://www.compagnonsbatisseurs.eu/chantiers-locataires



Quartiers résilients : le cas de Miramas

ACCOMPAGNER

Localisation : Miramas
Commanditaire : Métropole Aix-Marseille-Provence et ville de Miramas
Livraison : 2030

TYPE D'ACTEURS

- [x] Chercheurs
- [x] Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- [ ] Etablissement public
- [ ] Bailleurs
- [x] Associations
- [x] Habitants

TYPE D'ACTIONS

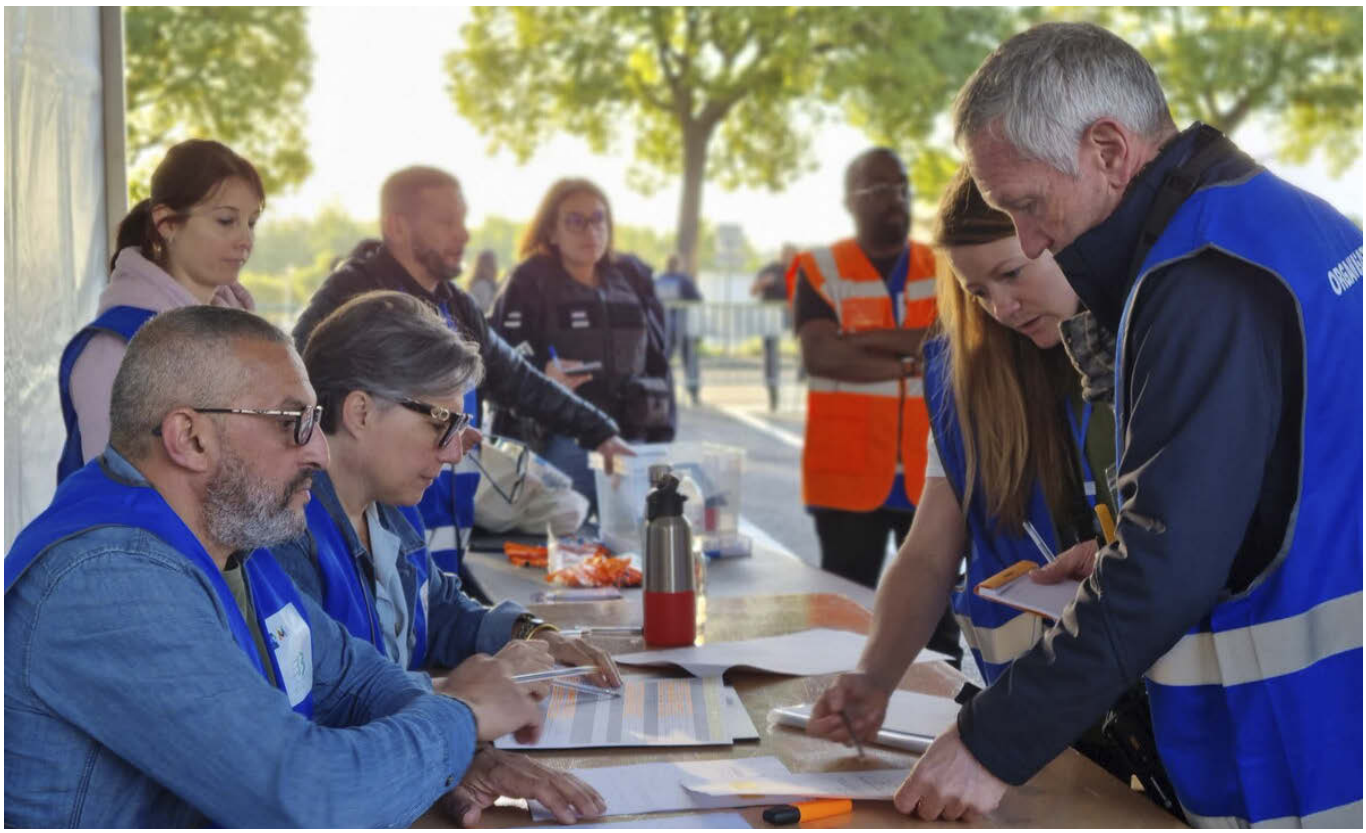
- [ ] Connaissance
- [x] Gouvernance
- [x] Stratégie
- [ ] Expérimentation
- [ ] Aménagement
- [ ] Formation

Contexte : Dans un contexte de renouvellement urbain du quartier Maille 1–Mercure à Miramas, porté dans le cadre du NPNRU de l'ANRU, le projet s'appuie sur deux démarches complémentaires. La première, « Quartiers résilients », vise à intégrer les enjeux d'adaptation au changement climatique dans les opérations d'aménagement. La seconde, fondée sur les principes de l'urbanisme favorable à la santé (UFS), est présentée plus en détail dans la partie « Cibler »(Cf. Infra. p. 20). Dans ce cadre, la Ville a mis en œuvre une démarche de concertation ambitieuse afin d'associer les habitants à la transformation de leur quartier et de concevoir des espaces publics répondant à leurs besoins tout en renforçant leur résilience face aux fortes chaleurs.

Objectifs : Cette démarche affiche quatre objectifs : désenclaver le quartier, valoriser l'activité économique, diversifier et améliorer l'offre résidentielle et enfin requalifier les équipements publics. Cette dernière s'est appuyée sur de nombreux outils participatifs : réunions publiques, porte-à-porte, ateliers thématiques, « *cafés chantier* », bureaux de rue, maison du projet et ateliers de co-construction autour notamment de maquettes du quartier.

Résultats obtenus : Cette concertation a contribué à orienter le renouvellement du quartier vers un écoquartier plus végétalisé, ouvert sur la ville et favorable à la santé. Elle a également renforcé l'implication des habitants dans les décisions et permis de développer une culture constructive dite durable, autour des enjeux de cadre de vie et d'adaptation notamment aux fortes chaleurs.

Source : https://ampmetropole.fr/missions/amenagement-du-territoire-et-urbanisme/projets-urbains/renouvellement-urbain/a-miramas-le-quartier-de-la-maille-1-mercure-se-renouvelle/



Le projet *TeZeLoMa* : Cartographies des «bouilloires»

ACCOMPAGNER

Localisation : Lyon, Paris, Grenoble
Commanditaire : Territoire Zéro Logement Malade (TeZeLoMa)
Livraison : 2026

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☒ Associations
- ☒ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☒ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☒ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Dans un contexte d'aggravation des vagues de chaleur et de précarité énergétique, le projet Territoire Zéro Logement Malade (TeZeLoMa) vise à rendre visibles les « logements passoires » et les « logements bouilloires », souvent occupés par des ménages modestes du parc locatif privé. L'initiative part du constat que ces logements constituent un enjeu de justice sociale, de santé publique et d'adaptation au changement climatique, particulièrement dans les quartiers populaires.

Objectifs : Le projet cherche à identifier les secteurs prioritaires grâce à une cartographie croisant les données énergétiques, sociales et foncières, puis à accompagner les locataires dans des démarches collectives auprès des propriétaires. En combinant cartographie, diagnostics thermiques, mobilisation citoyenne et expertise juridique, il vise à accélérer la rénovation des logements et à faire reconnaître l'inconfort d'été comme un enjeu majeur des politiques locales de l'habitat.

Résultats obtenus : Une première expérimentation menée à Grenoble sur 100 logements a montré que 70 % des propriétaires bailleurs ont engagé des démarches de rénovation après la mobilisation collective des locataires. À Lyon, toujours, le projet a permis de documenter le phénomène des logements bouilloires grâce à une enquête portant sur plus de 2 000 logements et 1 000 habitants, révélant notamment que 62 % des fenêtres observées ne disposaient pas de protections solaires efficaces. Ces travaux alimentent aujourd'hui le dialogue avec les collectivités afin d'intégrer le confort d'été dans les stratégies locales de rénovation et d'adaptation à la chaleur en ville.

Source : https://www.zerologementmalade.org/cartographies



Éviter l'ingérable et gérer l'inévitable : feuille de route

COORDONNER

Localisation : Seine-Saint-Denis
Commanditaire : Département de Seine-Saint-Denis
Livraison : 2030

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☒ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☒ Connaissance
- ☒ Gouvernance
- ☒ Stratégie
- ☒ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : La feuille de route 2025-2030 de la Seine-Saint-Denis, s'inscrit dans un contexte territorial d'une double injustice climatique : une population, particulièrement exposée au réchauffement climatique (canicule de 2003, surmortalité de 160 % par rapport à la moyenne nationale), qui pourtant contribue le moins aux émissions. A cela s'ajoute un double sentiment pour ses habitants : celui de l'exclusion de nombreuses politiques publiques et celui lié à une perception dite « infantilisante ».

Objectifs : L'objectif de cette « écologie populaire » est de lier transition écologique et résilience territoriale et institutionnelle, en agissant sur l'atténuation et l'adaptation.

Résultats obtenus : Parmi la diversité des actions planifiées d'ici 2030, les ambitions s'articulent autour de trois grands axes. D'abord, pour consolider les liens sociaux et réduire les vulnérabilités, le Département prévoit d'accompagner 21 000 ménages par an contre la précarité énergétique, en déployant de nouvelles Maisons des Solidarités et en créant des « lieux refuges » fraîcheur. Ensuite, pour prévenir et réduire les impacts du changement climatique, la collectivité cible entre autres, la végétalisation de 50 % des parvis de collèges et de gares du Grand Paris Express, l'allocation de 15 hectares à l'agriculture urbaine, la renaturation des bassins de la Molette et du Pont-Yblon, ainsi que l'adaptation cyclable de 100 % des voies départementales. Enfin, pour renforcer l'exemplarité et les capacités administratives face aux crises, les efforts se traduiront par la centralisation de la rénovation thermique du bâti public et la formation de 5 000 agents, notamment aux problématiques des hautes températures, pour garantir la continuité des services essentiels.

Source : https://seinesaintdenis.fr/ecologie-et-amenagement/environnement-ecologie-urbaine/feuille-de-route



Madrid 360 : feuille de route

COORDONNER

Localisation : Madrid
Commanditaire : Ville de Madrid
Livraison : 2019

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

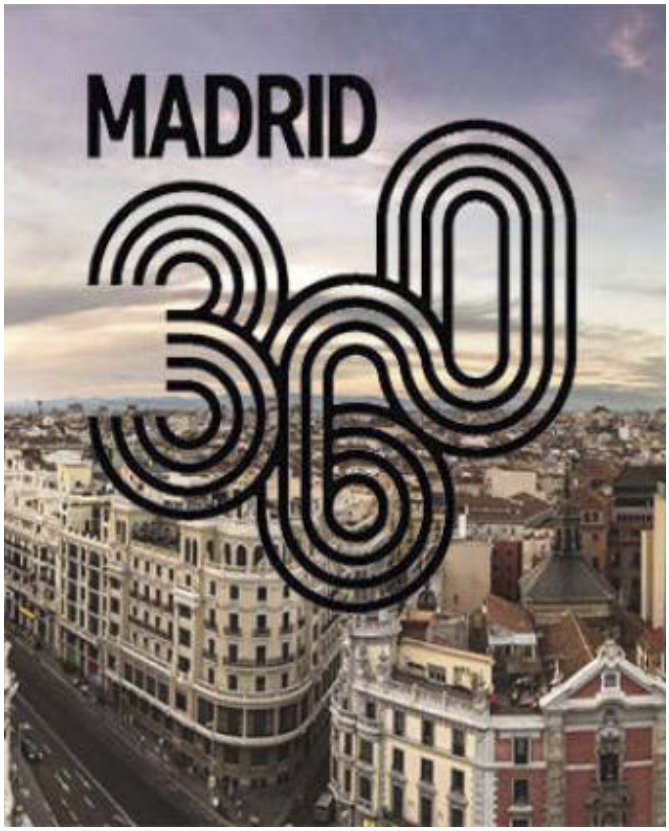
- ☐ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Constatant l'échec des précédents plans locaux, la municipalité de Madrid a présenté en 2019 sa stratégie globale « Madrid 360 ». Initialement conçu pour endiguer la pollution de l'air urbain, ce programme intègre la problématique de la chaleur en ville à travers le besoin critique de reconnecter des zones végétalisées isolées pour créer un véritable corridor écologique périphérique.

Objectifs : L'ambition est d'abaisser les concentrations de polluants atmosphériques et de rafraîchir la ville en éliminant les sources de chaleur fossile (comme le chauffage au charbon). Les projets phares incluent la piétonnisation complète de l'hypercentre (notamment de place Puerta del Sol), l'interdiction progressive des véhicules les plus anciens avant 2025, et la planification d'une vaste « forêt métropolitaine » de 600 hectares (100 000 arbres).

Résultats obtenus : Pour garantir le succès des mesures sans pénaliser les habitants , la municipalité a construit une planification des ses objectifs sur le temps long, qui s'organise avec des objectifs annuels et progressifs. Cette démarche bénéficie d'une dotation de 250 millions d'euros sous forme de subventions. Ces aides financières sont spécifiquement injectées pour prendre en charge la reconversion des vieilles chaudières résidentielles et co-financer le renouvellement des flottes de véhicules des particuliers et des professionnels, rendant ainsi la transition thermique de la ville socialement applicable.

Source : https://www.madrid360.es/wp-content/uploads/2021/09/Avance-Estrategia-Sostenibilidad-Ambiental-Madrid-360_baja.pdf





La *Fabrique prospective* de l'ANCT

COORDONNER

Localisation : Grasse, Vernouillet, Echirolles, Saint-Pierre des Corps
Commanditaire : ANCT / Fabrique prospective
Livraison : 2024

TYPE D'ACTEURS

- [ ] Chercheurs
- [x] Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- [ ] Etablissement public
- [ ] Bailleurs
- [ ] Associations
- [ ] Habitants

TYPE D'ACTIONS

- [x] Connaissance
- [x] Gouvernance
- [x] Stratégie
- [x] Expérimentation
- [ ] Aménagement
- [ ] Formation

Contexte : Pendant un an, la *Fabrique Prospective* portée par l'ANCT a accompagné quatre territoires pilotes particulièrement exposés aux effets de la chaleur urbaine : le quartier Grand Centre à Grasse, la Cité du Parc à Vernouillet, La Luire-Viscose à Échirolles et La Rabaterie à Saint-Pierre-des-Corps. Ces quartiers prioritaires cumulent fragilités sociales et vulnérabilités climatiques, dans un contexte où 62% des habitants des QPV contre 48% des habitants hors QPV ont rencontré des difficultés pour dormir pendnt les fortes chaleurs et ont peiné à trouver des endroits pour bénéficier de fraîcheur.

Objectifs : Cette étude a pour but de penser comment la nature peut devenir un levier de transition écologique, de cohésion sociale et d'adaptation au changement climatique dans les quartiers populaires. Cette initiative s'inscrit dans un contexte marqué par l'intensification des épisodes de chaleur en ville, qui touchent particulièrement les quartiers prioritaires en raison de leur forte minéralisation, du manque d'espaces verts et des phénomènes d'îlots de chaleur urbains.

Résultats obtenus : Avec des réponses précises suivant les 4 sites exploratoires, les actions menées ont porté sur le verdissement des espaces publics, la création de jardins partagés, l'intégration des enjeux climatiques aux projets de rénovation urbaine ainsi que le développement de projets d'agriculture urbaine et de métiers liés aux espaces verts. Cette démarche a permis de renforcer la coopération entre habitants, associations et collectivités, tout en faisant émerger des projets concrets de renaturation pour limiter les effets de la chaleur en ville.

Source : https://anct.gouv.fr/espace-presse/communique-de-presse-fabrique-prospective-la-nature-au-coeur-des-quartiers



Une cartographie communale de sites à végétaliser

CIBLER

Localisation : Saint-Georges-de-Reneins, Rhône
Commanditaire : Ville / CEREMA
Livraison : 2023

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☑ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☑ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☑ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☑ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : La commune de Saint-Georges-de-Reneins a engagé, avec l'appui du Cerema, l'élaboration d'une stratégie de végétalisation adaptée à son territoire. Cette démarche vise à mieux orienter les plantations en tenant compte des besoins des habitants, de la biodiversité et du potentiel de rafraîchissement des espaces urbains.

Objectifs : L'initiative cherche à identifier les secteurs les plus déficitaires en végétation et les plus exposés aux enjeux de chaleur, notamment là où vivent des populations vulnérables (personnes âgées, jeunes enfants ou ménages modestes). Elle vise également à déterminer quelles essences planter, où les implanter et selon quelles modalités afin d'augmenter l'ombrage, améliorer le confort thermique et renforcer la biodiversité.

Résultats obtenus : La démarche a permis de cartographier précisément la couverture arborée de la commune, d'identifier plusieurs secteurs prioritaires à végétaliser et de définir des opportunités de plantation à court terme. Elle a également abouti à la création d'un outil d'aide à la décision recensant 105 essences adaptées au contexte local et au changement climatique. Cette stratégie fournit ainsi un cadre opérationnel pour développer les îlots de fraîcheur, améliorer l'accès aux espaces verts et renforcer la résilience du territoire face aux épisodes de chaleur.

Source : https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/596751/vers-une-strategie-de-vegetalisation-a-saint-georges-de-reneins?_lg=fr-FR



La politique jeunesse de Grenoble

CIBLER

Localisation : Grenoble
Commanditaire : Ville de Grenoble
Livraison : 2022

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☒ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☒ Connaissance
- ☒ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☒ Formation

Contexte : La ville de Grenoble, a une population majoritairement jeune, en comparaison de la moyenne nationale, 45 % de ses habitants ont moins de 30 ans et sont touchés par une précarité accentuée par les crises, avec un taux de pauvreté de 29 %. C'est dans ce cadre que la municipalité a impulsé une politique publique portée spécifiquement sur la jeunesse.

Objectifs : Structurée autour de trois axes stratégiques, l'initiative vise à favoriser l'autonomie et l'accès aux droits (santé, logement, emploi), soutenir l'émancipation par l'engagement citoyen et renforcer la transversalité des actions publiques.

Résultats obtenus : Le projet jeunesse a permis de renforcer la coordination entre les services municipaux, le CCAS et les acteurs associatifs autour d'une stratégie commune en faveur des 16-25 ans. Il s'appuie sur trois axes d'intervention complémentaires : l'autonomisation et l'accès aux droits, grâce à un accompagnement social de proximité destiné à prévenir les situations d'exclusion ; le pouvoir d'agir des jeunes, à travers la création d'espaces d'expression, de participation et de co-construction, notamment au sein du lieu ressource La Chaufferie ; la coordination des acteurs, afin de renforcer la cohérence des interventions à l'échelle du territoire par un dialogue régulier entre les services, les partenaires et les jeunes eux-mêmes. Cette organisation favorise une approche transversale des politiques de jeunesse et une meilleure articulation des actions locales.

Source : https://www.grenobleencommun.fr/wp-content/uploads/2022/09/Projet-Jeunesse.pdf



La gestion des eaux pluviales en Normandie

CIBLER

Localisation : Crépy-en-Valois
Commanditaire : Agence Eau Seine Normandie
Livraison : non communiqué

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☒ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☒ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☒ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☒ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Dans un contexte de changement climatique, impliquant une augmentation des épisodes de fortes pluies ainsi qu'une hausse des températures, la ville de Crépy-en-Valois a mis en place une gestion alternative des eaux pluviales afin de mieux adapter son territoire aux enjeux environnementaux.

Objectifs : L'objectif est de limiter l'imperméabilisation des sols, réduire les risques de ruissellement et d'inondation, tout en favorisant l'infiltration naturelle de l'eau au plus près de son point de chute. Cette stratégie vise également à préserver la ressource en eau et à éviter l'extension coûteuse des infrastructures d'assainissement. La ville développe ainsi des aménagements favorisant la désimperméabilisation et la végétalisation : noues, bassins d'infiltration, pavés drainants, espaces verts alimentés par les eaux de pluie ou encore récupération d'eau pour les habitants. Plus de 1 000 cuves de récupération ont ainsi été distribuées aux particuliers volontaires. Cette démarche passe également par un zonage pluvial permettant une gestion précise des ressources suivant les besoins spécifiques de chaque parcelle (inondations, sécheresse).

Résultats obtenus : Les résultats observés montrent une réduction des volumes d'eau dirigés vers les réseaux d'assainissement, une meilleure résilience face aux aléas climatiques, des économies de gestion pour la commune et une réintroduction de la nature en ville favorable au confort thermique des habitants.

Source : https://crepyenvalois.fr/cadre-de-vie/nature-et-environnement/crepy-durable/la-gestion-alternative-des-eaux-pluviales/



L'urbanisme favorable à la santé à Miramas

CIBLER

Localisation : Miramas
Commanditaire : Fabrique Territoire Santé
Livraison : 2018

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☐ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☒ Habitants

TYPE D'ACTIONS

- ☒ Connaissance
- ☒ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Dans un contexte de renouvellement urbain et de prise de conscience des enjeux de santé environnementale, la ville de Miramas a engagé une démarche d'urbanisme favorable à la santé dans les quartiers prioritaires de Maille 1 et Mercure. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) afin de mieux intégrer les impacts du cadre de vie sur le bien-être des habitants.

Objectifs : L'objectif principal est de concevoir des aménagements Urbains plus Favorables à la Santé (démarche dit UFS) en agissant sur quatre déterminants de santé identifiés : la qualité de l'air, les activités physiques, l'accès aux soins ainsi que le bien être et la cohésion sociale. La démarche repose sur une approche participative associant habitants, collectivités, bailleurs, professionnels de santé et urbanistes.

Résultats obtenus : Cette démarche a permis d'intégrer davantage les enjeux de santé dans la conception et l'aménagement des projets urbains. Elle a également conduit à l'élaboration d'outils opérationnels destinés aux acteurs du territoire, notamment la charte « Agir pour un urbanisme, des aménagements, des bâtiments et des équipements favorables à la santé », ainsi qu'un ensemble de fiches de préconisations visant à orienter les décisions d'aménagement vers des environnements plus sains, résilients et adaptés aux besoins des habitants.

Source : https://www.fabrique-territoires-sante.org/une-demarche-durbanisme-favorable-la-sante-dans-une-operation-de/



Plan Climat Air Energie Territorial de Bordeaux

DÉMONTRER

Localisation : Bordeaux Métropole
Commanditaire : Bordeaux Métropole
Livraison : 2022

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☒ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

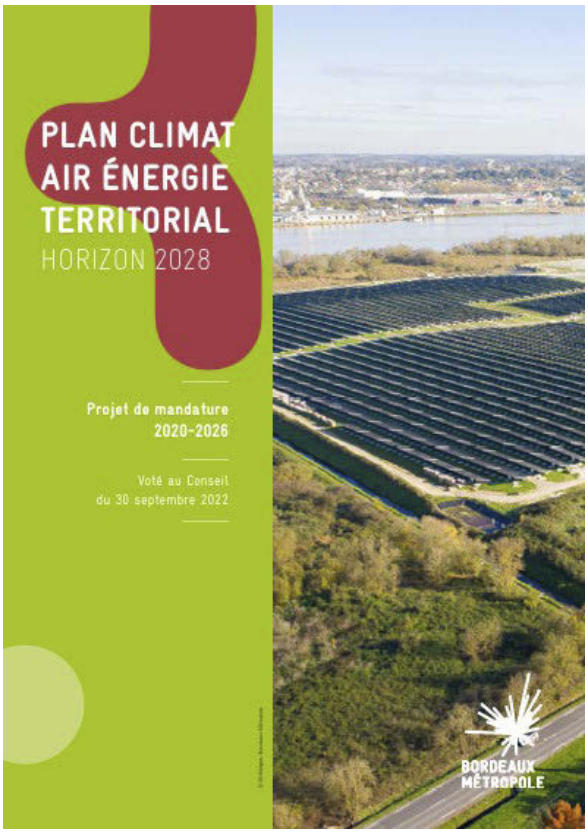
- ☒ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☐ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Le PCAET de Bordeaux Métropole constitue la feuille de route métropolitaine pour répondre à l'urgence climatique. Il vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en adaptant le territoire aux effets du changement climatique, notamment à travers la lutte contre les îlots de chaleur urbains et la protection des populations les plus vulnérables.

Objectifs : Ce document fixe des objectifs de neutralité carbone et de résilience en agissant sur la rénovation énergétique, les mobilités durables, la préservation des ressources, la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces urbains. Il intègre également une dimension sociale en cherchant à réduire les inégalités environnementales, notamment dans les quartiers prioritaires, où les habitants sont davantage vulnérables aux fortes chaleurs.

Résultats obtenus : Ce plan constitue avant tout un cadre stratégique dont les effets sont mis en œuvre progressivement à travers les politiques métropolitaines. Il a permis de structurer plus de 120 actions et d'orienter des programmes tels que Métropole rafraîchissante, la renaturation des espaces publics, la rénovation énergétique ou encore le développement des mobilités actives. Les résultats sur la réduction de la chaleur en ville restent dépendants de la mise en œuvre opérationnelle par les communes et sont aujourd'hui davantage observables à travers ces projets locaux que par des indicateurs consolidés à l'échelle métropolitaine.

Source : https://www.bordeaux-metropole.fr/sites/MET-BXMETRO-DRUPAL/files/2024-02/FeuilleRoute_PCAET_Plan_climat09_2022.pdf



La stratégie Résilience de Bordeaux Métropole

DÉMONTRER

Localisation : Bordeaux Métropole
Commanditaire : Bordeaux Métropole
Livraison : 2025

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☒ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☒ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

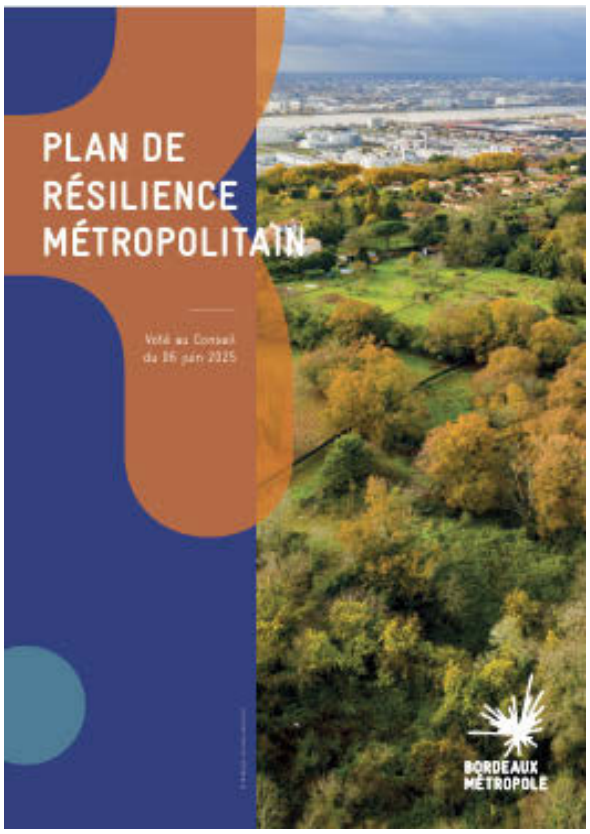
- ☒ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☒ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☒ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Bordeaux Métropole a adopté en 2025 un Plan de résilience métropolitain visant à préserver l'habitabilité du territoire. Cette stratégie part du constat que certaines populations, notamment celles des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), sont plus vulnérables aux effets du changement climatique en raison d'un cadre de vie souvent plus minéralisé et d'un accès plus limité aux espaces de fraîcheur.

Objectifs : Le plan s'articule autour de trois axes : préserver la santé du vivant, assurer la continuité de la vie et des activités, et protéger les personnes et les biens. Il prévoit notamment le développement d'espaces de fraîcheur accessibles à tous, l'intégration de la santé dans les politiques d'aménagement, la préservation des ressources essentielles, la réduction des vulnérabilités territoriales et le renforcement de la solidarité face aux crises climatiques. Dans les QPV, ces orientations rejoignent les objectifs du contrat de ville et des programmes de renouvellement urbain visant à améliorer le cadre de vie et l'adaptation climatique.

Résultats obtenus : Le plan étant récent (adopté en juin 2025), il est encore trop tôt pour mesurer ses impacts globaux sur la chaleur en ville. Les principaux résultats observables concernent surtout la mise en place d'un cadre d'action commun composé de 12 objectifs et 37 actions destinés à guider les politiques métropolitaines.

Source : https://www.bordeaux-metropole.fr/sites/MET-BXMETRO-DRUPAL/files/2025-06/PlanResilienceMetropolitain-06_2025.pdf#page=4



La stratégie nationale de décarbonation

DÉMONTRER

Localisation : Nationale
Commanditaire : Ministère de la transition écologique aménagement du territoire transports ville et logement
Etude : 2015 (SNBC1) - 2020 (SNBC2) - 2025 (SNBC3)

TYPE D'ACTEURS

- ☐ Chercheurs
- ☐ Collectivités (Commune, EPCI, État...)
- ☒ Etablissement public
- ☐ Bailleurs
- ☐ Associations
- ☐ Habitants

TYPE D'ACTIONS

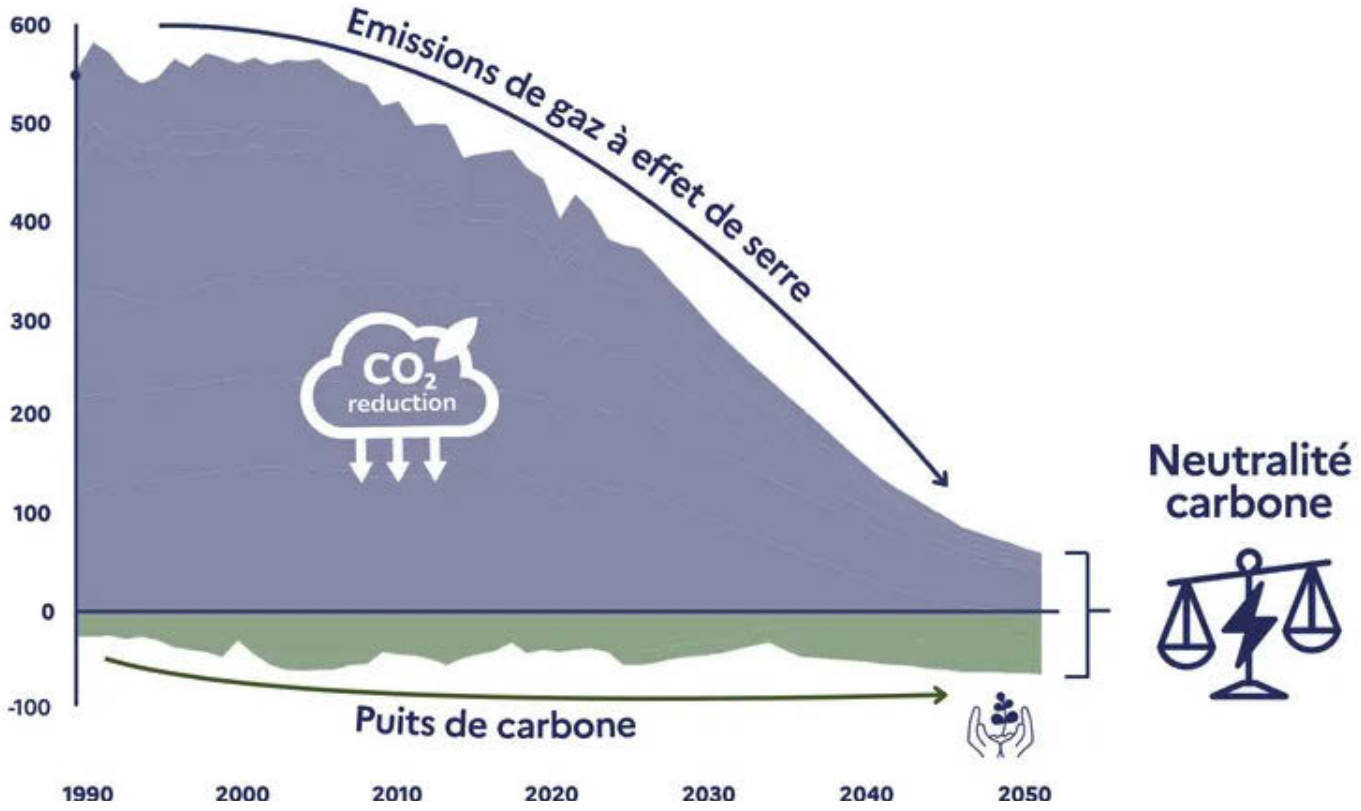
- ☒ Connaissance
- ☐ Gouvernance
- ☒ Stratégie
- ☐ Expérimentation
- ☐ Aménagement
- ☐ Formation

Contexte : Face à l'urgence climatique l'État français a déployé plusieurs stratégies nationales, telles que la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), les Zones à Faibles Émissions (ZFE) ou encore les programmes de renaturation urbaine. Ces dispositifs répondent à la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en adaptant les villes aux effets du réchauffement climatique, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), souvent plus exposés aux îlots de chaleur urbains.

Objectifs : Ces politiques visent à améliorer la qualité de l'air, réduire les consommations énergétiques, développer les mobilités durables et renforcer la résilience des territoires face aux fortes chaleurs. Elles encouragent la rénovation thermique des bâtiments, la végétalisation des espaces publics, la désimperméabilisation des sols, la gestion durable des eaux pluviales et la création d'îlots de fraîcheur. Une attention particulière est portée aux populations les plus vulnérables afin de réduire les inégalités sociales et environnementales face aux risques climatiques.

Résultats obtenus : Les effets de ces politiques sur la chaleur en ville restent difficiles à mesurer directement à l'échelle nationale. En matière d'adaptation à la chaleur, les avancées les plus concrètes proviennent souvent de programmes locaux financés ou encouragés par ce type de stratégies nationales.

Source : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/strategie-nationale-bas-carbone-snbc



Atouts et limites des démarches

	TYPE DE DOCUMENT	PAGE
INITIER	Convention citoyenne pour le climat à Lyon	p.8
	Convention citoyenne dans les QPV de Laval	p.9
ACCOMPAGNER	Les actions sociales de Banlieues Climat	p.10
	L'isolation avec les compagnons bâtisseurs	p.11
	Quartiers résilients : le cas de Miramas	p.12
	Le projet TeZeLoMa : cartographies des logements «bouilloires»	p.13
COORDONNER	Feuille de route du département de Seine-Saint-Denis	p.14
	Madrid 360 : feuille de route	p.15
	La Fabrique prospective de l'ANCT	p.16
CIBLER	Une cartographie communale de sites à végétaliser	p.17
	La politique jeunesse de Grenoble	p.18
	La gestion des eaux pluviales en Normandie	p.19
	L'urbanisme favorable à la santé à Miramas	p.20
DÉMONTRER	Le PCAET de Bordeaux Métropole	p.21
	La stratégie résilience de Bordeaux métropole	p.22
	La stratégie nationale de décarbonation	p.23

	ATOUTS	LIMITES
	Les conventions citoyennes créent un espace d'échange et de dialogue et délimitent un champ d'actions d'adaptation localisées et ajustées à un contexte connu des citoyens impliqués.	Les conventions citoyennes relèvent principalement de la sensibilisation, sans garantir des résultats concrets ou des transformations réelles. Elles ont de plus tendance à responsabiliser à l'échelle individuelle, alors que les propositions auxquelles elles aboutissent engagent aussi une responsabilité politique.
	L'accompagnement des actions d'adaptation par les habitants permet d'en accélérer la mise en oeuvre. Cet accompagnement appelle la structuration d'un portage politique, nécessaire pour inscrire ces actions d'adaptation dans la durée.	S'il n'est pas relayé par une prise de conscience politique plus large, ce type d'action d'accompagnement ponctuel peut présenter un risque de privatisation de problèmatiques d'adaptation, relevant pourtant avant tout de l'intérêt général.
	Ce type d'actions a l'avantage de structurer une coordination entre différents acteurs de l'adaptation des territoires à la chaleur et d'enclencher un large spectre d'interventions à différentes échelles.	L'appropriation par les services techniques et les habitants de ce type d'actions, décidées essentiellement par des acteurs politiques, reste à préciser, afin de grantir une efficacité à toutes les échelles de mise en oeuvre.
	Les actions d'adaptation ciblées sur des thématiques ou des territoires facilitent leur suivi par les services techniques déjà en place. Adaptées aux spécificités d'un territoire, elles peuvent activer facilement une série d'actions d'adaptation en suivant.	Ces actions ciblées peuvent être réalisées au détriment d'autres actions, plus directement efficaces en termes d'adaptation à la chaleur. Une vigilance est à avoir sur leur mise en synergie avec d'autres actions thématiques et territoriales, afin de promouvoir une approche systémique des vulnérabilités.
	Ces plans ambitieux et de grande échelle favorisent l'inclusion de l'ensemble des acteurs concernés et renforcent leur capacité de coopération et de coordination, dans un objectif de justice climatique et sociale.	Ces grandes feuilles de routes demandent à être territorialisées, en permettant la multiplication d'expertises climatiques et sociales menées localement et d'actions adaptées à différents contextes, afin de répondre prioritairement aux enjeux de justice sociale.

Chef de projet : Laure Matthieussent

Sous la direction de : Françoise Le Lay & Jean-Christophe Chadanson

Equipe : Lionel Bretin, Marcelin Boudeau, Dimitri Boutleux, Olivier Chaput, Marie Duchêne, Emmanuelle Goity, Quitterie Lamarque, Morane Le Gallic.

a'urba
agence d'urbanisme
Bordeaux Aquitaine

aurba.org